

ACTION URGENTE

DE NOUVELLES ACCUSATIONS RETENUES CONTRE UN PRISONNIER D'OPINION

Le 26 décembre 2018, les autorités azerbaïdjanaises ont retenu de nouvelles accusations pénales contre le prisonnier d'opinion Mehman Huseynov, alors que la peine de prison qu'il purge actuellement arrive à son terme. Cet éminent journaliste est inculpé de violences : il aurait agressé un inspecteur au centre de détention. Mehman Huseynov nie cette accusation. Le 26 décembre, il a entamé une grève de la faim pour protester contre ces nouvelles inculpations pénales. Son état de santé, qualifié de « critique » par son avocat, suscite désormais de vives inquiétudes. S'il est déclaré coupable, Mehman Huseynov encourt jusqu'à sept ans d'emprisonnement. Amnesty International demande sa libération immédiate et inconditionnelle.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ilham Aliyev

Office of the President of Azerbaijan

19 Istiqlaliyyat Street

Baku AZ1066, Azerbaïdjan

Courriel : office@pa.gov.az

Monsieur le Président,

Le 26 décembre 2018, alors que la peine de prison qu'il purge actuellement arrive à son terme, Mehman Huseynov, prisonnier d'opinion et détracteur du gouvernement azerbaïdjanais, a fait l'objet de nouvelles accusations pénales pour avoir « opposé une résistance à un représentant des autorités en faisant usage d'une violence mettant en danger la santé et la vie dudit représentant ». Cet éminent journaliste a été accusé d'avoir agressé un inspecteur au centre de détention où il est incarcéré. Il nie ces accusations. S'il est déclaré coupable, Mehman Huseynov encourt jusqu'à sept ans d'emprisonnement. Le 26 décembre, il a entamé une grève de la faim pour protester contre ces nouvelles inculpations et, selon son avocat, se trouve actuellement dans un état critique.

Mehman Huseynov purge actuellement une peine de deux ans de prison pour des accusations forgées de toutes pièces dans une affaire de diffamation à l'égard de tout un poste de police. Il a été accusé après avoir prononcé une déclaration devant le tribunal, dans laquelle il décrivait les actes de torture et les mauvais traitements que lui avaient infligés des policiers. Mehman Huseynov est un prisonnier d'opinion et n'aurait jamais dû être poursuivi ni condamné. À trois mois seulement de sa libération, il semble évident que ces nouveaux chefs d'inculpation sont motivés par des considérations politiques et ont pour but de le sanctionner davantage pour avoir exprimé ses opinions critiques à l'égard du gouvernement et de dissuader d'autres citoyens de s'exprimer et de réclamer justice en cas de violences policières – un problème persistant et bien connu en Azerbaïdjan.

Je vous engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les nouvelles charges pesant sur Mehman Huseynov soient abandonnées et qu'il soit libéré immédiatement et sans condition, car il est détenu uniquement pour avoir exercé de façon pacifique son droit à la liberté d'expression.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



COMPLÉMENT D'INFORMATION

D'après l'avocat de Mehman Huseynov, les responsables de la prison ont tenté à plusieurs reprises depuis août 2018 de provoquer un conflit entre le détenu et des gardiens. Selon lui, il est clair qu'un plan a été mis sur pied afin de le maintenir derrière les barreaux pour de nouvelles accusations.

Mehman Huseynov est un journaliste et blogueur apprécié en Azerbaïdjan, connu pour son travail sur la corruption présumée de hauts fonctionnaires du pays. En mars 2017, un tribunal de Bakou l'a condamné à deux ans de prison pour diffamation à l'égard d'un poste de police, après qu'il eut prononcé devant la cour de justice une déclaration dans laquelle il décrivait les violences qu'il avait subies dans ce poste. Il a évoqué le moment en janvier 2017 où un groupe de policiers en civil l'ont attaqué, lui ont bandé les yeux et l'ont bâillonné avec des serviettes, avant de lui mettre un sac sur la tête et de l'emmener au poste du district de Nasimi, où des policiers lui ont administré des décharges électriques à l'aïne et lui ont asséné des coups de poing, le faisant saigner du nez.

Depuis plusieurs années, Amnesty International a recensé une vague de violations des droits humains en Azerbaïdjan. Les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique sont sévèrement restreints, et un grand nombre de journalistes, de défenseurs des droits humains et d'autres militants se retrouvent en butte à des manœuvres de harcèlement, à des poursuites iniques reposant sur de fausses accusations et à des détentions arbitraires à l'issue de procès inéquitables. Selon des défenseurs des droits humains azerbaïdjanais, en 2018, environ 100 personnes étaient toujours en prison après avoir été arrêtées pour des raisons politiques et leur nombre continuerait de croître. Cette pratique a des répercussions sur la société civile, créant un climat de peur et d'autocensure.

Alors que les arrestations et les poursuites visant des détracteurs pour des raisons politiques se poursuivent sans relâche, l'Azerbaïdjan reste fermé à tout contrôle de la situation des droits humains. Les observateurs internationaux de cette situation, dont Amnesty International, ne sont toujours pas autorisés à se rendre dans le pays.

LANGUE-S À PRIVILÉGIER POUR ENVOYER VOS APPELS AUX DESTINATAIRES : azéri, anglais, russe.
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS, JUSQU'AU 20 FÉVRIER 2019.
Vérifiez auprès de la section d'Amnesty de votre pays s'il est possible d'envoyer des appels après la date indiquée.

NOM ET PRONOM PRIVILÉGIÉ : Mehman Huseynov (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/eur55/013/2012/fr/>